



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

SERVICES PUBLICS, ÉDUCATION, SALAIRES : IL Y A URGENCE !

Le mouvement social en cours, engagé le 17 novembre, est aujourd'hui ancré : il répond avec force au malaise social profond qui traverse toute la société. Ce mouvement défend des revendications que les syndicats de la FSU mettent en avant depuis des décennies : pouvoir d'achat, justice fiscale, développement de services publics de proximité...

Les mesures du gouvernement ne répondent pas à l'urgence sociale exprimée dans le pays et relèvent en grande partie de l'enfumage (les quelques mesures sont financées par l'argent public et non par les gains de productivité). La lutte doit donc s'amplifier et réunir toutes les forces engagées pour dénoncer une politique au service de la minorité la plus fortunée du pays : 57 milliards ont été servis aux actionnaires en 2018 tandis que les mesures du gouvernement bénéficient aux privilégiés et aux grands groupes économiques. Il s'agit aujourd'hui de construire des actions permettant d'aboutir à un blocage de l'économie.

LA SITUATION SOCIALE APPELLE DES RÉPONSES IMMÉDIATES :

- **Hausse importante et immédiate du SMIC, des salaires, des pensions et des minimas sociaux;**
- **Dégel du point d'indice et abrogation du jour de carence pour les fonctionnaires;**
- **Une fiscalité plus juste : rétablissement de l'ISF, suppression de l'exit tax et de la flat tax, suppression de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité, davantage de progressivité en ce qui concerne l'impôt sur le revenu;**
- **Retraite par répartition à 60 ans, pleine et entière;**
- **Développement des services publics de proximité de qualité (Éducation, Santé, Social et Médico-Social, Transport, Emploi, Poste...);**
- **Abandon de la réforme de la Fonction publique guidée par des impératifs d'austérité et de précarité;**
- **Abandon des contre-réformes concernant les lycéens (voie générale et professionnelle), les étudiants (Parcoursup et augmentation des droits d'inscription) et investissement massif dans l'éducation;**
- **Respect du droit de manifester et des droits démocratiques.**

Les moyens financiers existent pour répondre à cette urgence, il suffit de choisir de satisfaire les besoins populaires plutôt que d'arroser les premiers de cordée.

La journée interprofessionnelle du 5 février (à l'appel de la CGT) s'articule aux mobilisations menées dans l'éducation et constitue une étape dans la construction de la mobilisation. C'est pourquoi la FSU 67 appelle les collègues à rejoindre les mobilisations sous toutes leurs formes et à

**MANIFESTER LE 5 FÉVRIER À 10 HEURES PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À
STRASBOURG**